



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

CP.TEIA/2002/7  
11 septembre 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION  
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES  
DES ACCIDENTS INDUSTRIELS  
Deuxième réunion, 6-8 novembre 2002  
(Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire)

**PRINCIPAUX OBSTACLES RENCONTRÉS PAR LES PAYS DU CAUCASE ET  
D'ASIE CENTRALE POUR ADHÉRER À LA CONVENTION  
ET L'APPLIQUER**

**DOCUMENT DE FOND**

**SOMMIS EN VUE DE L'ATELIER SOUS-RÉGIONAL SUR L'APPLICATION  
DE LA CONVENTION SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES  
DES ACCIDENTS INDUSTRIELS\***  
(Erevan (Arménie), 13-15 mars 2003)

**Introduction**

1. Le processus d'adhésion à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (la Convention) et de sa ratification par les États membres de la CEE progresse lentement. Pour l'instant, 25 des 55 États membres de la CEE, plus l'Union européenne, sont Parties à la Convention.

---

\* Le présent document de fond a été établi par les délégations de l'Arménie et de la Suisse, le Centre régional pour la sécurité environnementale en Pologne et le secrétariat de l'organe de suivi de la Convention, sur la base des réponses à un questionnaire reçues de six pays du Caucase et d'Asie centrale membres de la CEE, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan.

2. Les pays du Caucase et d'Asie centrale qui sont membres de la CEE-ONU n'ont pas participé directement à l'élaboration et à l'adoption de la Convention et ne l'ont pas signée à Helsinki en 1992. Seuls deux d'entre eux, l'Arménie et le Kazakhstan, y ont adhéré, en 1997 et 2001 respectivement.

3. Les pays du Caucase et d'Asie centrale sont confrontés à de multiples difficultés dans le contexte de la libéralisation de leur économie. Une part de ces difficultés consiste à relancer et développer l'activité économique et, plus particulièrement, à promouvoir la production industrielle. Cet effort doit s'accompagner de mesures visant à assurer la sécurité de la production, du transport, de la manutention et du stockage des substances chimiques, notamment des matières dangereuses. À cette fin, des législations spéciales et des politiques de gestion de la sécurité doivent être adoptées au niveau national, des autorités locales et nationales compétentes doivent être établies et des systèmes de gestion de la sécurité ainsi que des plans d'urgence doivent être élaborés pour chaque installation.

4. Sur la base des informations préliminaires transmises par les pays du Caucase et d'Asie centrale, la Conférence des Parties, lors de sa première réunion tenue en novembre 2000, a reconnu que ces pays se heurtaient à des difficultés pour adhérer à la Convention et la mettre en œuvre. Elle a donc décidé d'organiser un atelier sous-régional spécialement destiné aux pays du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) et aux pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan).

5. L'atelier se divisera en trois parties et ses objectifs seront les suivants:

a) Identifier les problèmes spécifiques rencontrés par ces pays pour adhérer à la Convention et l'appliquer;

b) Fournir des informations sur la Convention elle-même et sur la façon dont elle est appliquée dans d'autres pays de la CEE; et

c) Tenter d'élaborer un programme bénéficiant d'un appui international afin d'aider ces pays à surmonter leurs difficultés.

6. Pour rendre les discussions plus productives durant l'atelier, le Bureau de la Conférence des Parties a demandé que soit établi un document de fond mettant en évidence les principaux obstacles rencontrés par les pays du Caucase et d'Asie centrale pour adhérer à la Convention et la mettre en œuvre. Afin de réunir des informations à ce sujet, le Bureau et le secrétariat de la Convention ont élaboré un questionnaire qui a été distribué aux huit pays des deux sous-régions. Le présent document a été établi sur la base des réponses au questionnaire, reçues d'une majorité de pays.

## **I. RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE**

7. Six pays (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan et Ouzbékistan) ont répondu au questionnaire. Les réponses ont été réunies et regroupées dans les rubriques suivantes:

a) Adhésion à la Convention;

b) Cadre juridique permettant de prévenir les accidents industriels, de s'y préparer et d'y faire face, et autorités compétentes;

- c) Identification des activités dangereuses visées par la Convention;
- d) Systèmes d'alerte en cas d'accident industriel, points de contact aux fins de la notification et de l'assistance mutuelle, aux niveaux national, régional et local;
- e) Coopération bilatérale avec les pays voisins dans le but de faire face aux accidents industriels susceptibles d'avoir des effets transfrontières, et afin d'apporter une aide en cas d'accident industriel;
- f) Coopération entre autorités et services nationaux pour prévenir les accidents industriels, s'y préparer et en atténuer les effets;
- g) Cadre permettant d'assurer l'information et la participation du public (participation des autorités nationales, régionales et locales compétentes ainsi que des entreprises); et
- h) Éducation et formation du personnel des administrations et des entreprises dans le but de prévenir les accidents industriels, de s'y préparer et d'y faire face.

**a) Adhésion à la Convention**

8. À ce jour, seuls l'Arménie et le Kazakhstan ont adhéré à la Convention. Le Gouvernement azerbaïdjanais travaille actuellement dans ce sens. Les Gouvernements géorgien, kirghize et ouzbek en sont encore au stade où ils envisagent un processus d'adhésion. Aucune information n'est disponible concernant les intentions des Gouvernements tadjik et turkmène.

9. On peut dire, en résumé, que certains pays hésitent à adhérer seuls à la Convention. Ils estiment préférable d'élaborer des positions communes avec les pays voisins sur les principales dispositions de la Convention (identification et notification des activités dangereuses, procédures communes pour l'établissement de plans d'urgence à l'extérieur du site, information du public et responsabilité en cas de dommages), avant une adhésion conjointe.

**b) Cadre juridique permettant de prévenir les accidents industriels, de s'y préparer et d'y faire face, et autorités compétentes**

10. Les pays du Caucase et d'Asie centrale ont adopté une large gamme de règlements et de décisions gouvernementales, qui constitue le cadre juridique destiné à prévenir les situations d'urgence et à y faire face, y compris les accidents industriels. Ces textes portent sur les domaines suivants: protection de l'environnement, substances chimiques et déchets dangereux, protection des populations en cas d'urgence, santé publique et santé épidémiologique, évaluation de l'impact sur l'environnement et sécurité industrielle des installations dangereuses.

11. Le Kazakhstan dispose de la réglementation la plus élaborée concernant la prévention des accidents majeurs, la préparation et l'atténuation de leurs effets. Cette réglementation se compose de huit lois relatives aux points suivants:

- Risques naturels et technologiques exceptionnels;
- Protection de l'environnement;
- Secours d'urgence et statut des services de secours;
- Protection civile;

- Protection contre les incendies;
- Aspects juridiques des situations d'urgence;
- Bien-être de la population;
- Protection des populations contre les radiations;

ainsi que 12 autres décrets présidentiels et autres lois.

12. Certains des autres pays font spécifiquement état des instruments juridiques suivants dans leur réglementation visant à prévenir les accidents industriels et à y faire face:

- Arménie: Loi relative à la délivrance des autorisations;  
Loi relative à la protection de la population en situation d'urgence; et  
Loi relative à la protection de l'atmosphère et de l'eau;
- Géorgie: Loi sur les substances chimiques dangereuses;  
Loi relative aux catastrophes naturelles; et  
Loi sur les audits environnementaux;
- Kirghizistan: Loi sur la sécurité industrielle des installations dangereuses.

13. Toutefois, les pays des deux sous-régions reconnaissent la nécessité de renforcer leur cadre juridique et de rendre leurs législations compatibles, par exemple, avec les normes européennes, ce qui les aiderait à respecter les dispositions de la Convention.

14. L'Arménie et le Kazakhstan, les deux pays qui ont adhéré à la Convention, ont créé, par décision gouvernementale, les autorités compétentes suivantes pour assurer l'application de la Convention, conformément à l'article 17 de ladite Convention:

- Arménie: Ministère de la protection de la nature; et  
Département des situations d'urgence;
- Kazakhstan: Agence kazakhe pour les situations d'urgence; et  
Ministère des ressources naturelles et de la protection  
de l'environnement.

15. La Géorgie, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont désigné les organismes gouvernementaux suivants, qui deviendront très probablement les autorités compétentes après l'adhésion à la Convention:

- Géorgie: Département des situations d'urgence du Ministère de l'intérieur;
- Kirghizistan: Ministère de l'environnement et des situations d'urgence; et  
Service national de surveillance des risques industriels;
- Ouzbékistan: Comité d'État pour la protection de la nature; et  
Ministère des situations d'urgence.

**c) Identification des activités dangereuses visées par la Convention**

16. Les informations fournies par une majorité de pays du Caucase et d'Asie centrale montrent que les quantités de substances dangereuses qui sont manipulées actuellement lors d'activités dangereuses sont souvent en deçà des seuils fixés dans l'annexe I de la Convention. Cette situation s'explique par le net recul de l'activité économique de ces pays et de l'utilisation des capacités de production. Toutefois, ces activités restent considérées comme dangereuses et présentant un risque potentiel élevé, en raison de la vétusté des techniques et des équipements.

17. En Arménie, les activités dangereuses sont définies par la décision gouvernementale n° 702 adoptée en novembre 1998, qui régit le système de certification de sécurité des activités industrielles. Une liste d'activités dangereuses a été établie en fonction du risque potentiel (quantités, propriétés physiques et chimiques et toxicité des substances dangereuses, des sous-produits et des déchets, conditions naturelles et climatiques ayant une influence sur l'activité); elle est actualisée chaque année. Ces activités doivent obtenir un certificat de sécurité, qui comporte une homologation en deux temps. Les certificats incluent une description détaillée des substances dangereuses manipulées dans le cadre de l'activité considérée et une analyse du risque d'accident industriel et de ses conséquences éventuelles.

18. Au Kazakhstan, l'identification des activités dangereuses est régie par la décision gouvernementale n° 89 adoptée en 2001. Dans ce contexte, 520 installations ont été répertoriées dans une liste d'activités à haut risque susceptibles de provoquer un accident industriel majeur. La liste comprend 17 activités qui pourraient provoquer des effets transfrontières en cas d'accident. Ces activités se répartissent comme suit dans trois secteurs économiques suivants:

- Industrie chimique et pétrochimique: 4 installations;
- Oléoducs et gazoducs: 5 installations; et
- Extraction pétrolière et gazière: 8 installations.

19. En Géorgie, l'identification des activités dangereuses est régie par la loi sur les substances chimiques dangereuses, qui stipule que les matières dangereuses ayant des effets nocifs sur l'homme et l'environnement doivent être identifiées. La loi sur les autorisations concernant la protection de la nature impose de classer les activités en fonction de leur domaine, de leur importance et de leurs effets potentiels sur l'environnement.

20. Au Kirghizistan, l'identification des substances dangereuses est régie par la loi d'octobre 2001 sur les établissements produisant des substances dangereuses (sécurité industrielle).

21. Il semble que certains pays du Caucase et d'Asie centrale définissent les activités potentiellement dangereuses pour la population et l'environnement sur la base de leur législation nationale en matière de prévention des accidents majeurs, en appliquant leurs propres critères. Si ces critères diffèrent de ceux qui sont énoncés dans l'annexe I de la Convention sur les accidents industriels, il est difficile d'identifier les installations dangereuses entrant dans le champ d'application de la Convention. C'est là un problème important à résoudre pour assurer une application cohérente de la Convention par les pays des deux sous-régions et pour permettre la notification des activités dangereuses entre pays voisins, exigée dans la Convention.

**d) Systèmes de notification des accidents industriels, y compris les points de contact nationaux, régionaux et locaux aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle**

22. Il existe des systèmes nationaux et locaux de notification des accidents industriels dans tous les pays du Caucase et d'Asie centrale. Ces systèmes sont gérés par les organismes chargés des situations d'urgence, en coopération avec d'autres structures responsables de la protection de l'environnement. Il est difficile de tirer des informations des diverses réponses en ce qui concerne l'efficacité des systèmes, la façon dont ils sont reliés entre eux et leur exploitation.

23. En Arménie, un point de contact national aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle est opérationnel 24 heures sur 24, au Département des situations d'urgence du Ministère de la protection de la nature.

24. L'Azerbaïdjan a désigné le Comité d'État de l'écologie comme point de contact aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle. Le point de contact est opérationnel 24 heures sur 24.

25. En Géorgie, le Département des situations d'urgence et de la protection civile du Ministère des affaires intérieures est responsable de la notification des accidents industriels (y compris ceux qui ont des effets transfrontières) et de l'assistance mutuelle. Le Département de la politique environnementale et des affaires internationales ainsi que le Département d'hydrométéorologie et de surveillance de l'environnement, qui relèvent tous deux du Ministère de l'environnement, servent également de points de contact aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle.

26. Au Kazakhstan, l'Agence pour les situations d'urgence a été désignée comme point de contact aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle.

27. Le Kirghizistan a désigné le Ministère de l'environnement et des situations d'urgence comme point de contact aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle.

28. En Ouzbékistan, le Comité d'État pour la protection de la nature et le Ministère des situations d'urgence ont mis au point un système unifié de notification des accidents industriels aux niveaux national et local. L'information est diffusée en parallèle: par un mécanisme relevant du Comité d'État pour la protection de la nature (notification et évaluation des effets sur l'environnement) et par un mécanisme relevant du Ministère des situations d'urgence (pour l'action immédiate). Le Comité d'État pour la protection de la nature a été désigné point de contact aux fins de la notification des accidents industriels et de l'assistance mutuelle, dans le cadre du système CEE de notification des accidents industriels prévu dans la Convention.

29. La plupart des pays font état de difficultés pour obtenir les équipements et les ressources financières indispensables au bon fonctionnement d'un système de notification et d'un point de contact. Certains déclarent avoir demandé une assistance pour renforcer les systèmes de notification existants et améliorer le fonctionnement des points de contact conformément aux prescriptions du système de notification créé par la Convention.

**e) Coopération bilatérale avec les pays voisins dans la lutte contre les accidents industriels susceptibles d'avoir des effets transfrontières et afin d'apporter une assistance en cas d'accident industriel**

30. Certains pays du Caucase et d'Asie centrale ont conclu des accords bilatéraux avec leurs voisins. On peut citer par exemple l'accord de coopération entre le Kazakhstan et la Fédération de Russie pour la prévention des accidents industriels et des catastrophes, naturelles et autres, dans les régions frontalières, et l'atténuation de leurs effets.

31. Des consultations transfrontalières sont organisées, soit dans le cadre d'accords bilatéraux plus larges (par exemple, le Kirghizistan tient des consultations avec la Chine, la Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan; l'Arménie a conclu des accords avec l'Iran et la Grèce), soit dans le cadre d'accords multilatéraux.

32. À cet égard, il convient de mentionner plusieurs accords multilatéraux de prévention des accidents industriels et des catastrophes naturelles et de lutte contre leurs effets transfrontières:

- Accord de coopération entre les nouveaux États indépendants concernant la sécurité des installations industrielles dangereuses;
- Accord entre les nouveaux États indépendants concernant l'échange d'informations sur les situations d'urgence, les catastrophes naturelles et les accidents industriels, ainsi que la coopération en matière d'échange d'informations durant l'atténuation des effets de ces accidents et catastrophes, y compris les informations sur l'aide aux populations sinistrées;
- Accord entre les nouveaux États indépendants concernant la responsabilité en cas de dommages provoqués par des catastrophes naturelles et des accidents industriels, et les règles et procédures d'indemnisation, y compris le coût des opérations menées pour en atténuer les effets et venir en aide aux populations sinistrées;
- Accord entre les nouveaux États indépendants concernant la prévention des situations d'urgence et l'atténuation de leurs effets, en vigueur depuis 1996;
- Accord entre les pays du bassin de la mer Noire concernant la prévention et l'atténuation des effets des catastrophes naturelles et des accidents industriels, en vigueur depuis 1998.

**f) Coopération entre les autorités et services nationaux visant à prévenir les accidents industriels, à s'y préparer, à y faire face et à réduire leurs effets**

33. Tous les pays qui ont répondu au questionnaire ont fait état d'une coopération entre les autorités et services chargés de prévenir les accidents industriels, de s'y préparer et d'atténuer leurs effets. Les différences d'un pays à l'autre tiennent à la répartition des responsabilités entre les autorités chargées respectivement:

- De la protection de l'environnement (impact sur l'environnement);
- Du contrôle technique (sécurité industrielle); et
- Des situations d'urgence et de la protection civile (opérations de secours).

34. Dans tous les pays, ces autorités ont leurs propres bureaux régionaux et locaux, organisés selon une structure verticale. La coordination horizontale (à tous les niveaux) s'effectue dans le cadre de comités et commissions intersectoriels. Des secteurs autres que ceux qui sont mentionnés plus haut sont également représentés au sein de ces organes. En Ouzbékistan, par exemple, un certain nombre d'autorités participent au processus visant à prévenir les accidents industriels, à s'y préparer, à les notifier, à protéger les populations et à atténuer leurs effets, dans le cadre du système national de prévention et d'action contre les situations d'urgence. Les autorités suivantes font partie de ce système:

- Ministère des situations d'urgence;
- Comité national pour la protection de la nature;
- Ministère de l'intérieur;
- Ministère de la santé;
- Ministère de la défense;
- Ministère de la fonction publique;
- Ministère de l'agriculture et de la gestion de l'eau;
- Ministère de l'électricité et de l'électrification; et
- Ministère de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire spécialisé.

35. La responsabilité principale en matière de lutte contre les accidents industriels incombe directement aux exploitants des installations. Les exemples de l'Arménie et du Kirghizistan sont particulièrement clairs à cet égard. La législation nationale impose aux exploitants d'installations dangereuses:

- D'instaurer des mesures de préparation, y compris des plans d'intervention d'urgence en cas d'accident industriel;
- D'atténuer les conséquences éventuelles de tels accidents;
- De prévoir et de maintenir les ressources nécessaires aux fonctions susmentionnées;
- De mettre en place des systèmes de surveillance et de notification en cas d'accident; et
- D'assurer la formation du personnel.

**g) Cadre nécessaire à l'information et à la participation du public (participation des autorités compétentes aux niveaux national, régional et local et des entreprises)**

36. La plupart des pays du Caucase et d'Asie centrale se réfèrent aux prescriptions de la Convention d'Aarhus et les appliquent parallèlement aux dispositions de la législation nationale. En règle générale, les réponses traitent de l'information du public en cas d'urgence mais contiennent peu de renseignements sur la participation du public à l'élaboration des mesures préventives et des plans d'urgence. Le public est informé par des systèmes de notification appropriés (alarmes sonores, radio et téléphone) et par les médias.

37. En Arménie, l'information et la participation du public sont régies par la loi sur la protection de la nature et la loi sur la protection de la population en cas d'urgence.



38. Le Kazakhstan recourt à une pratique intéressante pour le contrôle, par le public, des installations dangereuses, y compris celles où un accident risque d'avoir des effets transfrontières. Des représentants des médias et des autorités locales des pays voisins participent aux évaluations. Les résultats sont diffusés par les médias. Ils sont conservés par les autorités et les exploitants d'installations dangereuses, et peuvent être consultés par le public.

39. Au Kazakhstan, conformément à la législation pertinente, en cas de situation d'urgence due à des causes naturelles ou techniques, le public a également le droit:

- D'être informé des risques encourus sur son lieu de résidence et des précautions à prendre;
- De communiquer à titre individuel ou collectif avec les autorités nationales et locales;
- De participer aux activités de prévention et d'élimination des situations d'urgence, et de recourir à des mesures techniques relevant de la protection civile;
- De bénéficier d'une protection de sa santé, de sa vie et de ses biens en cas de situation d'urgence;
- De bénéficier automatiquement d'une aide sociale de l'État, et de réductions diverses, d'indemnisations pour les atteintes à la santé résultant de situations d'urgence;
- De percevoir une pension pour incapacité de travail ou pour la perte du soutien de famille liées à des situations d'urgence;
- D'être indemnisé pour les atteintes à la santé ou aux biens résultant d'une situation d'urgence.

40. L'article 9 de la Convention sur les accidents industriels a trait à l'information et à la participation du public au processus de décision en matière de prévention des accidents majeurs. L'importance particulière accordée dans les réponses à l'information du public lors des situations d'urgence donne à penser que – comme dans bien d'autres pays de la région – les dispositions de l'article 9 de la Convention ne sont pas toujours correctement comprises.

**h) Éducation et formation des fonctionnaires et du personnel des entreprises en matière de prévention des accidents industriels, de préparation et d'intervention**

41. Tous les pays qui ont répondu au questionnaire ont mis en place un système destiné à renforcer les compétences du personnel des administrations nationales pertinentes, ainsi qu'un système de formation du personnel travaillant sur les sites dangereux dans le domaine de la sécurité et l'intervention en cas d'urgence.

42. Cependant, les pays du Caucase et d'Asie centrale souhaiteraient bénéficier d'une assistance pour élaborer un programme de séminaires et de cours de formation technique.

## II. CONCLUSIONS

43. Le futur atelier sous-régional concernant la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels est destiné à accélérer le processus d'adhésion des pays du Caucase et d'Asie centrale, et à faciliter son application en développant les capacités nationales et en sensibilisant les entreprises qui exercent une activité dangereuse au sens de la Convention. Les réponses au questionnaire ont mis en évidence la nécessité d'un tel atelier. Il aura lieu à Erevan (Arménie) du 13 au 15 mars 2003.

44. Les réponses au questionnaire ont également permis de mettre en évidence un certain nombre de points qui devront faire l'objet d'un examen spécifique lors de l'atelier susmentionné. Ces points sont regroupés comme suit, dans le cadre des trois parties de l'atelier et des résultats attendus:

45. Première partie: Les délégations des pays du Caucase et d'Asie centrale devront faire le point sur l'adhésion de leur pays à la Convention et sur son application. Elles devront également exposer les problèmes rencontrés à cet égard. Les questions abordées dans le présent document seront sans doute examinées de façon plus approfondie durant l'atelier. Il pourrait s'agir, notamment, des questions suivantes:

a) Définition des activités présentant des risques potentiels pour le public et l'environnement, sur la base de la législation nationale relative à la prévention des accidents majeurs et de ses critères propres, comparaison de ces critères avec ceux qui figurent à l'annexe I de la Convention. Ce point est important pour assurer une application cohérente de la Convention dans les deux sous-régions et pour la notification des activités dangereuses entre pays voisins, conformément aux dispositions de la Convention.

b) Description de l'aide à apporter pour améliorer les systèmes de notification existants et actualiser le fonctionnement des points de contact conformément aux prescriptions du système CEE de notification des accidents industriels établi par la Convention.

c) Prescriptions de l'article 9 de la Convention concernant l'information et la participation du public aux prises de décisions concernant la prévention des accidents majeurs.

46. Deuxième partie: Les représentants du secrétariat de la CEE et de la Commission européenne devraient fournir des informations sur la Convention et sur la Directive Seveso II. D'autres pays membres de la CEE devraient décrire la façon dont ils appliquent la Convention. Ces informations et données d'expérience seront particulièrement utiles aux pays du Caucase et d'Asie centrale qui envisagent d'adhérer à la Convention et de l'appliquer. Des exposés pourraient être présentés comme suit:

a) Secrétariat de la CEE sur la Convention;

b) Commission européenne sur la Directive Seveso II;

c) Un pays membre de la CEE qui a ratifié la Convention et qui l'applique;

d) Un État membre de l'Union européenne (UE) qui, ayant transposé la Directive Seveso II dans sa législation interne, dispose de la base nécessaire à l'application de la Convention;

e) Un pays candidat à l'adhésion à l'UE pourrait décrire comment il procède pour adapter ses règlements relatifs à la protection de l'environnement aux prescriptions de la Directive Seveso II; et

f) Un autre des nouveaux États indépendants pourrait décrire son expérience en matière de prévention des accidents industriels, de préparation et d'intervention.

47. Troisième partie: Toutes les délégations devraient participer à un débat sur les moyens par lesquels la communauté internationale pourrait aider les pays du Caucase et d'Asie centrale à adhérer à la Convention et à l'appliquer concrètement. Les tâches suivantes pourraient être envisagées:

a) Sensibiliser les autorités nationales, régionales et locales des pays du Caucase et d'Asie centrale à la nécessité de traiter correctement la question de la sécurité industrielle;

b) Faciliter l'accès aux bases de données, bonnes pratiques, directives et autres documents en russe;

c) Appuyer les ateliers et cours de formation thématiques (identification des activités dangereuses: substances dangereuses; systèmes de notification des accidents industriels: points de contact; la sécurité s'agissant d'activités dangereuses: bonnes pratiques/directives). Ces ateliers et cours de formation, auxquels participeraient des experts internationaux, permettraient le transfert de connaissances et l'échange d'expérience en matière de prévention des accidents industriels, de préparation aux situations d'urgence et d'atténuation des effets. Dans ce contexte, le programme APELL pourrait se révéler particulièrement utile;

d) Contribuer au renforcement des outils de communication et des autres moyens techniques utilisés par les autorités responsables de la sécurité (points de contact, par exemple);

e) Faciliter les discussions entre pays du Caucase et d'Asie centrale, afin d'élaborer des solutions au problème de l'assurance des activités dangereuses.

-----